



Sous l'ère Blanquer, l'École est, une fois de plus, instrumentalisée dans le débat politique, par ailleurs actuellement totalement sclérosé par les idées d'extrême droite. Le discours réactionnaire du ministre, sous couvert «d'autorité bienveillante», masque mal la volonté de servir de marchepied aux idées les plus rétrogrades, fantasmant une École de l'exclusion pour quiconque serait soupçonné de vouloir faire sécession avec la République, que ce soit au sein des personnels, des parents ou des élèves. Cette vision est résolument incompatible avec celle de la CGT qui lutte et luttera sans faiblir contre les idées de l'extrême droite.

Dossier coordonné par Christine PAU

École : lutter contre les idées d'extrême droite

Au sein de l'École, les idées d'extrême droite peuvent parfois trouver un écho auprès des personnels qui, à l'image de la société, peuvent être séduits par un discours fleurant bon la vieille France. Cette vision est rassurante car servie par une École rabougrie se limitant à l'enseignement de savoirs dits fondamentaux par un-e maître-sse à l'autorité restaurée face à des classes d'élèves bien dressé-es. Les coups de boutoir idéologiques pleuvent sur l'Éducation nationale mais pas pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et d'étude causée, entre autres, par les contre-réformes Blanquer et les choix budgétaires de ce dernier quinquennat. Non, il semble plus urgent de parler du voile des mères d'élèves et du porc à la cantine que de dresser le véritable bilan d'une École qui, sur le terrain, est délaissée par les pouvoirs publics.

Porosité : danger

L'extrême droite, et la droite sur ses talons, ont un «projet» pour l'École qui constitue une véritable menace pour les libertés individuelles, collectives et pédagogiques : il ne vise qu'à renforcer le tri social, enterrant de fait le collège unique et l'Éducation prioritaire, excluant les classes populaires.

Certains personnels cherchant des explications et des remèdes à leur mal-être au travail, à la dégradation de leurs conditions de travail, la perte de sens de leur métier et l'appauvrissement financier, peuvent être séduits par ce discours. Il n'est pas un hasard que l'un des premiers faits de campagne officieuse du candidat Zemmour ait été de présenter une tribune d'enseignant-es le soutenant. Certes, leur nombre était dérisoire mais le fait que le Figaro leur ait offert une place de choix montre l'importance symbolique, la «prise de guerre» que constitue le monde enseignant lorsqu'il s'agit de démontrer qu'il peut être poreux aux idées d'extrême droite.

Le collectif Racine avait déjà tenté de prendre pied dans le monde enseignant et son syndicalisme il y a quelques années. Nous avons la responsabilité en tant qu'organisation syndicale de rester à l'offensive face à ce projet de société mortifère, de remettre le collectif au premier plan de notre action et d'expliquer sans discontinuer que le repli et les idées racistes ne seront jamais la réponse adéquate aux maux de l'École et de la société.

Christine Pau

L'Éducation, point de jonction des droites

Dénonciation de «l'islamo-gauchisme» à l'université, invention du «wokisme», menaces contre les enseignant-es qui seraient en désaccord avec les valeurs de la République, interview de la présidente du conseil supérieur des programmes qui légitime un dossier délirant et menaçant du Figaro magazine...

Jean-Michel Blanquer mène une offensive idéologique réactionnaire contre ce qui fonde une grande partie de l'engagement des personnels de son ministère. Passons pudiquement sur la pauvreté conceptuelle de ses sorties : campagne d'affichage sur la laïcité qui n'a rien à voir avec la notion même de laïcité, inexistence du concept de «wokisme», valeurs de la République jamais explicitées...

Vision réactionnaire

Qui peut croire que JM Blanquer ne sait pas ce qu'il dit ? Il sait très bien que la laïcité n'a rien à voir avec des affiches mettant en scène la coexistence d'enfants dont la couleur de peau et les prénoms laissent à penser qu'elles et ils ont des origines étrangères. Il sait



parfaitement que le Figaro magazine s'attaque à une des très officielles missions de l'École qu'est la lutte contre toutes les formes de discriminations. Il sait aussi que le «wokisme» n'existe pas plus que l'islamo-gauchisme. Le ministre est ici dans une lutte idéologique de fond et ne s'embarrasse pas d'honnêteté intellectuelle pour imposer sa vision de l'École et de la société.

De fait, sa laïcité n'a pas vocation à s'attaquer aux établissements privés confessionnels sous contrat mais uniquement l'Islamisme qui a tendance, chez lui, à englober toute manifestation extérieure de religiosité, comme le voile des mères accompagnatrices de sorties scolaires. Qu'on le lui reproche et nous voilà islamo-gauchistes.

Le ministre est favorable au féminisme, à la lutte contre le racisme et à la cause LGBT à condition de s'arrêter à la profession de foi égalitariste républicaine et de ne pas s'attaquer au caractère systémique des discriminations et oppressions. Celles et ceux qui le font sont des «wokistes» et tant mieux si personne ne comprend ce que cela veut dire.

Conservateur notre ministre ? Non, réactionnaire. Il laisse entendre que le système éducatif est corrompu par une idéologie gauchiste qu'il faut combattre par des «réformes» courageuses, voire qu'il faut rééduquer les personnels par la formation continue.

Pire, ce discours fait le lit des thèses de l'extrême droite : dérive du féminisme, confusion entre islam et islamisme politique (donc terrorisme pour l'extrême droite), méfiance des sciences sociales dégénérées et influencées par l'étranger, etc.

Surtout, en ne récusant pas les immondices du Figaro magazine, en pointant des enseignant-es qui auraient des problèmes avec les «valeurs de la République», le ministre fait des personnels de son ministère des cibles. Avant on appelait ça des idiots utiles.

Michael MARCILLOUX

En quoi l'extrême droite menace-t-elle l'action syndicale ?

■ Soumission

Pour l'extrême droite, l'individu doit se soumettre à un ordre naturel ou/et divin où il ne saurait y avoir d'intérêts contradictoires. On fantasme ainsi les corporations comme les garantes de cet ordre dans le monde du travail. Cette vision du monde s'oppose donc au syndicalisme et cherche à l'éradiquer ou lui substituer le modèle corporatiste. Aujourd'hui, cela ne paraît pas réalisable et l'on a vu le FN faire de l'entrisme ou chercher à former ses propres «*syndicats*», dont le Mouvement pour une Éducation nationale (MEN). Or, le FN/RN combat forcément le droit de grève, inhérent à l'action syndicale, et cette tentative a échoué.

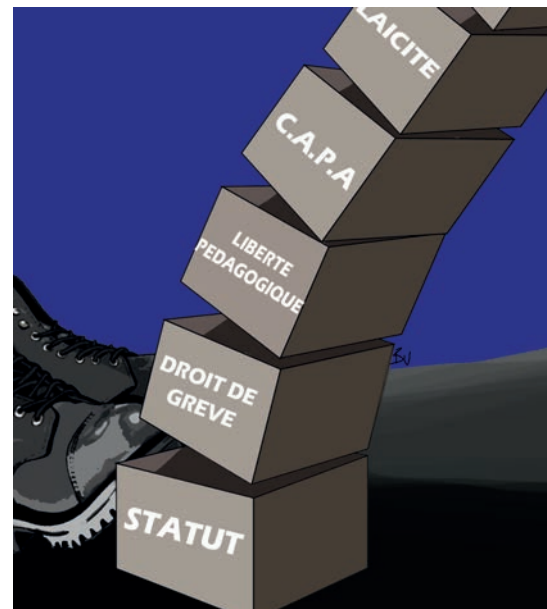
Discréditer et supprimer l'action syndicale

■ Destruction

Mais, l'extrême droite exerce aussi une influence hostile à l'action syndicale par le lobbying, grâce au présent ministre de l'Éducation nationale, qui sévit en son sein depuis Sarkozy et qui entretient des liens étroits avec les milieux réactionnaires à travers l'association Agir pour l'école et surtout SOS éducation. Les «*réformes*» de l'Éducation nationale, comme le socle commun, l'autonomie des établissements, «*l'École de la confiance*» ou encore la suppression des CAPA, détruisent l'instance syndicale paritaire comme contre-pouvoir, le sens même du statut de la Fonction publique et de la liberté pédagogique, c'est-à-dire la fonction égalitaire et émancipatrice de l'enseignement en démocratie.

■ Manipulation

Ce qui entrave encore beaucoup l'action syndicale, c'est le climat politique et l'état des mentalités, entretenus par une véritable guerre culturelle inspirée par les positions des extrêmes droites, qui vise à discréditer le métier d'enseignant-e, en dressant un tableau catastrophiste de l'Éducation, et instiller un pessimisme délétère quant



à son pouvoir de lutter contre les inégalités ; nul doute que cela ait des effets sur la combativité des collègues et sur la foi qu'ils et elles peuvent accorder à une action syndicale ambitieuse, par-delà le conseil et la protection individualisés.

■ Violences

Encouragée par ce climat, comme par la violente répression des mouvements sociaux, l'extrême droite exerce une pression plus directe en attaquant les manifestations. Lors de la mobilisation très festive contre les violences sexistes et sexuelles, à laquelle la CGT Éduc'action a participé, des nervis néofascistes ont tenté une embuscade à la fin du cortège sous le couvert du groupe Némésis. Rappelons enfin l'agression du samedi 1^{er} mai 2021, dont SUD et surtout la CGT furent les cibles à Nation, menée par des gilets jaunes et des soi-disant autonomes, entraînés par des éléments d'extrême droite bien identifiables, au cri typiquement fasciste d'«*À mort les syndicats !*». On voit donc une conjonction de forces qui tend non seulement à discréditer et à entraver l'action syndicale, mais surtout à la supprimer.

Pascal ROUSSE

Comment contrer le projet d'extrême droite pour l'École

Le syndicalisme rassemble l'ensemble des salarié-es, alors que l'extrême droite divise les salarié-es, et fait ainsi le jeu du patronat. L'antifascisme est donc dans notre ADN et est ancré dans nos valeurs réaffirmées en préambule de nos statuts : «*La CGT agit [...] contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions. [...] agit pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.*».

Face à l'extrême droite, la CGT n'est jamais restée inactive : les manifestations en réponse au 6 février 1934 qui amèneront à la réunification de la CGT et de la CGT-U, la résistance... (voir page 23)

Agir dans l'unité

Pour être efficace, ce combat doit se mener dans l'unité la plus large. L'un des cadres unitaires pour mener ce combat est VISA (Vigilance Initiative Syndicale Antifasciste), association intersyndicale composée



de structures de la FSU, de Solidaires, de la CGT, de la CFDT et du syndicat de la Magistrature. Pour lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail, VISA diffuse des analyses et aide les équipes syndicales à se former. C'est notamment avec VISA que la FSU, Sud éducation et la CGT ont construit un stage intersyndical les 1^{er} et 2 décembre.

Le programme en était dense : étude de l'antiféminisme de l'extrême droite et analyse des discours et des politiques locales réactionnaires pour l'École et les salarié-es. Notre antifascisme étant internationaliste, cette formation s'est déroulée avec des militant-es de la CSC de Belgique, la CGIL d'Italie, de Hongrie, et de la CGT d'Espagne.

La CGIL a remercié l'ensemble des syndicats pour les marques de solidarité après l'attaque de leur siège par des néo-fascistes et a annoncé avoir demandé la mise en place d'un réseau d'échange d'informations et de lutte contre les idées d'extrême droite dans la CES.

■ Une stratégie de masse

L'extrême droite se combat dans les idées et aussi dans la rue, mais notre force doit reposer sur une stratégie de masse et sur la lutte des classes. La CGT travaille de plus en plus avec les collectifs «*Jeune Garde*» qui tentent d'impulser et de briser une certaine image de l'antifascisme actuel. Le travail en commun a permis l'organisation de la manifestation du 5 décembre contre le meeting de Zemmour à Paris, un défilé antifasciste dynamique et coloré dans les quartiers populaires de Paris.

La lutte contre l'extrême droite passe aussi par la solidarité concrète avec ses premières victimes. C'est notamment le sens de notre engagement, là aussi dans l'unité, au sein de RESF. **Le meilleur remède à l'extrême droite reste toujours les luttes sociales et féministes.**

Yannick BILIEC.